



Forum
Global
sur la Sécurité
Alimentaire
et la Nutrition

De la croissance économique à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition

Synthèse de la discussion n° 84

Du 30 octobre au 13 novembre 2012



Forum Global sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition

A propos de ce document

Ce document est le compte rendu de résultats de la discussion virtuelle: « *De la croissance économique à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition* », qui a eu lieu sur le Forum Global sur la Sécurité Alimentaire et le Nutrition (<http://www.fao.org/fsnforum/fr>) du 30 octobre au 13 novembre 2012.

La synthèse ci-après a pour but de donner aux lecteurs un aperçu général de la discussion, y compris la liste de toutes les références présentées par les participants. Pour une vision plus intégrale, veuillez consulter le site internet de la discussion:

<http://www.fao.org/fsnforum/fr/forum/discussions/croissance-economique-et-SAN>

Avertissement

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminés ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités. Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de la FAO. Le terme «pays», tel qu'il apparaît dans le texte, se réfère sans aucune distinction à des pays, territoires et zones.



Table des matières

I. Panorama général	2
II. Faire en sorte que la croissance économique se traduise par une amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition	3
III. Exemples présentés	4
Références envoyées par les participants	6

I. Panorama général

La discussion De la croissance économique à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition s'est déroulée sur le Forum FSN (<http://www.fao.org/fsnforum/fr>) du 30 octobre au 13 novembre 2012.

Dans la foulée du rapport 2012 sur l'État de l'insécurité alimentaire dans le monde (SOFI) publié par la FAO, le PAM et l'IFAP, Juan Carlos Garcia y Cebolla et Mauricio Rosales de la FAO ont demandé aux participants d'exprimer leur point de vue et de faire connaître leurs expériences sur la façon dont la croissance économique peut se traduire par une amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ainsi que sur le rôle joué par les mécanismes de protection sociale dans ce domaine.

42 contributions ont été envoyées par des participants provenant de 18 pays.

Ce résumé présente un aperçu des opinions et des commentaires apportés par les participants.

Pour en savoir plus sur l'introduction, les questions posées et le texte intégral de toutes les contributions reçues, veuillez consulter le compte rendu à l'adresse:

http://www.fao.org/fsnforum/sites/default/files/files/84_Growth_to_FSN/PROCEEDINGS_84_From_Economic_growth_to_FSN.doc

La majeure partie des contributions provient de l'Amérique latine (44 %), avec une participation très active des étudiants de dernière année d'économie de l'Université du Guyana.

D'autres commentaires proviennent d'Afrique (15 %), d'Asie (20 %), d'Europe (10 %), d'Amérique du Nord (10 %) et du Pacifique du sud-ouest (2 %).

II. Faire en sorte que la croissance économique se traduise par une amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition

Les participants à la discussion ont apporté des renseignements sur les politiques qui ont permis à certains pays de mettre à profit la croissance économique enregistrée au cours des dernières années pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des communautés locales.

Dans la plupart des cas, ces expériences positives ont réussi à démultiplier et à tirer pleinement parti des mécanismes de protection sociale, avec le soutien d'une structure de gouvernance résolue à améliorer le bien-être de ses citoyens (bonne gouvernance).

Certains participants estiment que dans les pays où la situation de la sécurité alimentaire ne s'est pas améliorée en dépit d'un contexte de croissance économique, la principale raison est que la sécurité alimentaire et la nutrition ne sont pas assez bien placées en termes de priorité dans l'agenda des décideurs. D'autres ont dénoncé l'application de politiques erronées ou mal informées qui se sont avérées incapables d'aborder correctement le problème ou qui ont même contribué à aggraver la situation. Le manque d'information a été mentionné comme l'une des raisons qui expliquent l'insuffisance de l'action gouvernementale, mais les participants ont également fait allusion à une apparente mauvaise volonté de certains gouvernements pour modifier le statu quo qui peut leur paraître favorable.

Pour garantir l'efficacité de l'action, les participants suggèrent une approche centrée sur le niveau régional et sous-régional. Il est plus facile d'obtenir un changement à l'échelon micro et d'optimiser l'impact des gouvernements lorsque ceux-ci jouent le rôle de facilitateurs entre les acteurs nationaux, régionaux et locaux plutôt que de tenter d'imposer une solution universelle du haut vers le bas. Certains ont proposé qu'une plus grande importance soit accordée aux politiques alimentaires locales et que les gouvernements centraux encouragent les échanges locaux d'informations en matière de pratiques agricoles, de commercialisation, de production de denrées alimentaires au niveau des ménages et d'éducation en matière de nutrition. Nombreux sont les différents types de projets en matière d'alimentation et de nutrition qui peuvent être mis en oeuvre et gérés à l'échelle locale dans le cadre de programmes qui peuvent contribuer au renforcement ou au développement de capacités locales.

Afin d'accroître l'engagement des gouvernements, les participants ont mentionné la mobilisation sociale comme moyen de faire pression pour attaquer les problèmes de la faim et de la malnutrition.

Sur ce même thème, plusieurs participants ont mentionné et proposé diverses politiques et approches alternatives, notamment : la promotion de l'accès au marché par rapport à l'autosubsistance, l'agriculture traditionnelle de haut rendement par rapport aux méthodes durables ; ou encore accorder l'attention à l'ensemble de la filière de l'offre plutôt qu'uniquement à la production en fin de ligne. Les participants ont également mentionné l'importance d'un secteur privé dynamique, qui ne soit pas freiné par la corruption ou un manque d'infrastructure, comme élément essentiel pour garantir que les fruits de la croissance économique parviennent aux pauvres.

III. Exemples présentés

Les participants ont présenté des exemples et des études de cas démontrant les résultats d'une hausse des investissements dans l'agriculture et/ou d'une gouvernance plus solide et bien informée en termes d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans leurs pays.



Guyana

Depuis dix ans, la Peanut CRSP, avec la collaboration de la Society for Sustainable Operational Strategy, et la Beacon Foundation du Guyana, oeuvrent en faveur du développement, de la protection sociale, de la croissance économique, de la nutrition, de l'autonomisation des femmes dans une région très éloignée.

La région produisait quelque 15 t de cacahouètes et les perspectives d'emploi pour les femmes étaient très limitées; dans le même temps, le pays importait 500 t de ce produit.

Au début du projet, du lait et des biscuits destinés aux enfants étaient acheminés, à partir du littoral, vers les écoles de la région lointaine de Rupununi; ces produits étaient toutefois peu utilisés en raison de l'intolérance généralisée à la lactose.

Le projet a permis d'accroître la production locale de cacahouètes, ce qui a permis de remplacer le lait et les biscuits du programme d'alimentation original qui n'avait pas fonctionné par des collations composées de beurre de cacahouète/pain de manioc/jus de fruits produits localement. Ceci a permis de créer un marché local pour les agriculteurs, des emplois pour les femmes qui préparent le beurre de cacahouète et d'améliorer la nutrition et la fréquentation scolaire des enfants.



CEDEAO

Le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) a notamment pour objectif, dans le cadre de l'initiative AU/NEPAD, de réduire l'insécurité alimentaire et nutritionnelle sur la base d'un développement axé sur l'agriculture.

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a mis au point la politique agricole régionale (ECOWAP) qui définit les principes et les objectifs pour le secteur agricole et oriente les interventions portant sur le développement agricole dans la région. La CEDEAO et le Secrétariat du NEPAD ont élaboré un plan d'action commun ECOWAP/PDDAA pour la période 2005-2010 afin de favoriser ce développement.

L'agenda ECOWAP/PDDAA constitue une partie essentielle des efforts déployés par les pays pour fournir des programmes efficaces d'investissement aux échelons national et régional dans le but d'améliorer la vie des habitants.



CARICOM

La CARICOM a récemment rejoint l'initiative Jagdeo, créée pour assurer la stabilisation des prix des denrées alimentaires dans les Caraïbes et un accès facile à une alimentation suffisante dans la région, ainsi que pour promouvoir le développement du secteur agricole de la communauté et garantir sa viabilité.

Au Guyana, la campagne « Grow More Food » (cultiver davantage d'aliments) a pris de l'élan et le Ministère de l'agriculture a élaboré un Plan décennal de sécurité alimentaire et nutritionnelle portant sur la disponibilité, l'accessibilité, la qualité nutritionnelle et la stabilité des aliments. Cette campagne se poursuit et le Ministère de l'agriculture encourage tous les ménages à cultiver un potager dans leurs jardins.



Bangladesh

La région du nord-ouest du Bangladesh est frappée, depuis plusieurs décennies, par une grande pauvreté en raison du chômage saisonnier entraînant une pénurie alimentaire qui se prolonge pendant des mois. Pour atténuer la crise, certaines institutions de microfinance ont reçu le soutien d'un projet financé par le DFID afin de mitiger les effets de cette crise saisonnière sur les ménages.

Ce programme prévoyait l'octroi de microcrédits flexibles, le soutien d'activités génératrices de revenus, des prêts agricoles, une formation pour la réalisation d'activités génératrices de revenus et des services de santé primaire.

L'impact a été significatif et les personnes vulnérables sont devenues autonomes et ont réussi à sortir de la pauvreté chronique.

Le succès de ce programme est le résultat d'un examen adéquat des ménages et de la participation de la communauté.



Inde

En Inde, la loi Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act (MGNREGA) (loi de garantie nationale de l'emploi rural) vise à renforcer la sécurité des moyens d'existence des habitants des zones rurales en garantissant 100 jours d'emploi rémunéré durant un exercice fiscal à tout ménage rural dont les membres adultes s'offrent comme bénévoles pour réaliser un travail manuel non qualifié.

Diverses études ont démontré que cette loi fournissait un apport complémentaire suffisant aux revenus des ménages et que les revenus ainsi obtenus étaient utilisés comme source supplémentaire de revenus durant la saison non agricole.

Grâce à ces lois, les femmes ont également commencé à participer de façon plus active à la vie publique rurale en assumant un travail et des responsabilités dans la prise de décision. Ce revenu supplémentaire a également permis aux bénéficiaires de construire des habitations sur le terrain qui leur est propre.

Références envoyées par les participants

- Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act and empowerment of women in rural areas, Lok Sabha Secretaria, New Delhi, 2012.
http://www.im4change.org/docs/692mgnrega_report.pdf
- Farmville in the real world –GS Unnikrishnan, The Hindu, 10 October, 2012
<http://www.im4change.org/success-stories/farmville-in-the-real-world-gs-unnikrishnan-17519.html>
- Magic of millets–Ananda Teertha Pyati, Deccan Herald, 9 October, 2012
<http://www.im4change.org/success-stories/magic-of-millets-ananda-teertha-pyati-17473.html>
- Getting malnourished children back on the right track–Firoz Rozindar, The Hindu, 16 July, 2012
<http://www.im4change.org/success-stories/getting-malnourished-children-back-on-the-right-track-firoz-rozindar-16278.html>
- Chhattisgarh's smart move–Sreelatha Menon, The Business Standard, 1 July, 2012
<http://www.im4change.org/success-stories/chhattisgarh039s-smart-move-sreelatha-menon-15974.html>
- Grow and let grow–Baba Mayaram, The Hindu, 6 May, 2012
<http://www.im4change.org/success-stories/grow-and-let-grow-baba-mayaram-15020.html>
- Reforming the Public Distribution System: Lessons from Chhattisgarh by Raghav Puri, Economic and Political Weekly, February 4, 2012 Vol xlvli, No. 5
<http://www.im4change.org/docs/335reforming-the-pds-lessons-from-chhattisgarh.pdf>
- Sustainable Farming Proven to Increase Yield at Zero Cost, Common Dreams
Study: Sustainable Farming Proven to Increase Yield at Zero Cost
<https://www.commondreams.org/headline/2012/10/22-5>
- Increasing Cropping System Diversity Balances Productivity, Profitability and Environmental Health, Davis AS, Hill JD, Chase CA, Johanns AM, Liebman M, 2012
http://www.fao.org/fsnforum/sites/default/files/resources/USDA_University_of_IOWA_Sustainable_Farming_Proven_to_Increase_Yield_at_Zero_Cost.doc
- Essays on Nutrition, Health Care, Human Rights and Development
<http://www.humaninfo.org/aviva>
- Impact of Prime Interventions on Monga Mitigation in Greater Rangpur Region in Bangladesh, M. A. Baqui Khalily, Muhammad Abdul Latif, 2010
http://inm.org.bd/document/PRIME%20final%2030%20March%20_6_.pdf